moselle
la cgt
union départementale

le travailleur mosellan

NUMÉRO 251 - SEPTEMBRE 2026

Journal de l'UD CGT Moselle

PRÉPARER DÈS AUJOURD'HUI LES COMBATS DE LA RENTRÉE.

L'été n'est pas terminé, mais il nous rappelle déjà avec force les défis auxquels notre société est confrontée. Les épisodes de canicule se succèdent, exposant des millions de travailleuses et de travailleurs à des conditions de travail parfois insupportables, tandis que les incendies qui ravagent plusieurs régions du pays témoignent de l'ampleur des bouleversements climatiques. Face à ces réalités, il n'est plus possible de considérer la santé au travail, la prévention des risques ou la transition écologique comme des sujets secondaires. Elles doivent devenir des priorités, dans les entreprises comme dans les politiques publiques.

Dans le même temps, le contexte politique et social est particulièrement préoccupant. La progression des idées d'extrême droite se traduit désormais par des actes de plus en plus visibles. En Moselle comme dans les départements voisins, notamment en Meurthe-et-Moselle, les intimidations, les provocations et les attaques visant les organisations syndicales, les militant·es et les valeurs de solidarité se multiplient. L'extrême droite prospère sur les difficultés sociales, mais elle n'apporte aucune réponse aux attentes du monde du travail. Son projet est celui de la division des salarié·es, quand notre force réside au contraire dans l'unité, la solidarité et les luttes collectives.

Dans le même temps, les salaires peinent toujours à suivre le coût de la vie, les conditions de travail continuent de se dégrader et les services publics restent soumis aux politiques d'austérité. Pourtant, les richesses créées par le travail n'ont jamais été aussi importantes. Elles doivent servir l'intérêt général, et non alimenter les dividendes des actionnaires.

La rentrée qui se profile devra être celle de l'action collective. Rien ne sera obtenu sans le rapport de force. Les conquêtes sociales n'ont jamais été offertes ; elles ont toujours été gagnées par les mobilisations des travailleuses et des travailleurs.

En Moselle, nous continuerons à défendre l'emploi, notre industrie, les services publics, les libertés syndicales et les droits de toutes et tous. Renforcer la CGT, développer la syndicalisation et construire les mobilisations de demain seront au cœur de notre engagement.

Face aux crises sociales, climatiques et démocratiques, notre réponse restera la même : plus de solidarité, plus de justice sociale et plus de luttes. Parce que c'est ensemble, uni·es et organisé·es, que nous construirons les conquêtes de demain.

Aline LEROUX, secrétaire générale de la CGT Moselle

Adresse : 10, rue du Méric, 57 050 METZ

Tél : 03 87 75 19 53

ACTUALITÉS

54ÈME CONGRÈS CONFÉDÉRAL : RENFORCER UNE CGT OFFENSIVE AU SERVICE DU MONDE DU TRAVAIL

Réuni à Tours du 1er au 5 juin 2026, le 54e Congrès confédéral de la CGT a constitué un temps fort de la vie démocratique de notre organisation.

Pendant plusieurs jours, les délégué·es venu·es de tout le pays ont débattu des orientations qui guideront l'action de la CGT pour les prochaines années, dans un contexte marqué par les crises sociales, industrielles et environnementales.

Les échanges ont été riches, parfois contradictoires, mais toujours animés par une même volonté : construire une CGT plus forte, plus proche des salarié·es et capable de répondre aux défis d'aujourd'hui.

Les débats ont porté sur les salaires, la réduction du temps de travail, la réindustrialisation, la défense des services publics, la transition écologique, la paix, les libertés syndicales ainsi que sur le renforcement de notre organisation.

Le congrès a réaffirmé que les réponses aux attaques contre le monde du travail ne viendront ni du dialogue social de façade ni des politiques d'austérité, mais de la mobilisation collective et du développement du syndicalisme de proximité. Le renforcement de

la syndicalisation, la formation des militant·es et l'implantation de nouvelles bases demeurent des priorités.

Les orientations adoptées constituent désormais notre feuille de route. Elles donnent à chaque organisation de la CGT, et donc à l'UD CGT Moselle, la responsabilité de les faire vivre sur le terrain, au plus près des salarié·es, afin de transformer les revendications en victoires concrètes. Parce qu'une CGT forte est indispensable pour faire reculer les inégalités et conquérir de nouveaux droits.

La secrétaire générale de la CGT Moselle :
Aline LEROUX

EN DÉCEMBRE, VOTEZ ET FAITES VOTER CGT !

Des élections fonction publique ?

Les élections professionnelles auront lieu dans les 3 versants de la fonction publique du 3 au 10 décembre. Elles renouvelleront les mandats, notamment au comité social, qui s'occupe des questions collectives, dont celles d'hygiène et de sécurité et aux commissions administratives (ou consultatives pour les agent.es non-titulaires) paritaires, qui s'occupent des questions individuelles.

Plus de 5,8 millions d'agent·es de la fonction publique sont concerné·es par ces élections. Aux dernières élections, la CGT est arrivée première organisation syndicale de la fonction publique.

Ces élections sont avant tout l'occasion d'aller au contact des agent·es dans les différents services, pour discuter des propositions CGT, pour faire des adhésions et pour organiser les luttes. C'est par la syndicalisation et par le vote CGT que nous construisons le rapport de forces.

Chaque syndiqué·e, du public comme du privé, est amené·e, chaque jour, à croiser des fonctionnaires : dans sa famille, dans son quartier. Il nous faut faire prendre conscience aux agent·es de la fonction publique du bien-fondé des revendications de la CGT, de la nécessité de se syndiquer, de lutter, de se porter candidat·e sur une liste CGT et, bien évidemment, de voter et faire voter CGT ! Ce travail ne peut reposer sur les seul·es syndiqué·es CGT fonction publique. C'est à nous tou·tes d'aller œuvrer à la victoire de la CGT aux élections !

La secrétaire générale de la CGT Educ'action 57 :
Claire PADRAO

LE POINT DES COLLECTIFS

COLLECTIF DE LUTTE CONTRE LES IDÉES DE L'EXTRÊME-DROITE : ORGANISER LA RIPOSTE

Face à la progression des idées d'extrême droite dans la société et au travail, l'UD CGT de Moselle a créé un collectif pour lutter contre ces idées nauséabondes qui divisent les travailleur·ses et fragilisent les solidarités. Cette initiative, actée dans les orientations du 50e congrès de l'UD 57, s'inscrit dans une démarche confédérale.

Nous avons la responsabilité de combattre les idées racistes, sexistes, homophobes et antisyndicales. Par son histoire et ses valeurs, la CGT est antifasciste. Aujourd'hui, il est plus que temps de passer à l'action concrète.

Le collectif rassemble des militant·es de divers secteurs. Il propose : formations syndicales, soutien aux victimes de discriminations, interventions dans l'espace public, travail en réseau avec les associations et organisations luttant contre le racisme et les discriminations. Il propose aussi des permanences d'aide aux représentant·es du personnel confronté·es à des situations de travailleurs·ses sans papiers ou en difficulté administrative.

L'extrême droite cherche à opposer les précaires aux salarié·es, les chômeur·ses aux travailleur·ses, les immigré·es aux nationaux·ales. Pour la CGT, la solidarité entre travailleur·ses est non négociable.

Le collectif a besoin de toi.

Le racisme n'est pas une opinion, c'est un délit ! L'unité du monde du travail est notre force.
Prochaine formation : 6 novembre 2026

Pour contacter le collectif : csedcgt57@proton.me

Pour le collectif Combattre Syndicalement l'Extrême Droite :
Delphine Banas, Célestin Herga, Françoise Joly, Marc Linden, Julie Phan Dinh

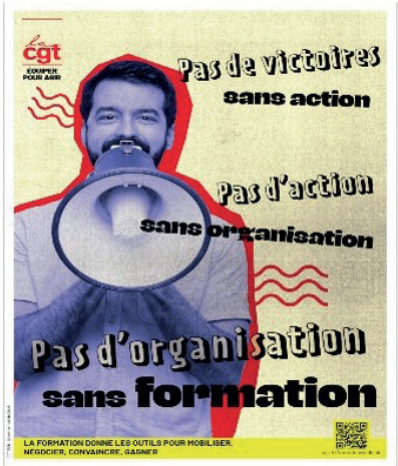
COLLECTIF FORMATION : UN COLLECTIF AU SERVICE DES MILITANT·ES

Au sein de l'Union départementale CGT de Moselle, le collectif de formation coordonne et développe l'offre de formation syndicale. Il est animé par le responsable à la formation et réunit des représentant·es des Unions locales, des membres du bureau de l'UD et des formateur·rices.

Dans le prolongement des orientations du dernier congrès, le collectif a défini une feuille de route pour le mandat. Ses priorités sont claires : anticiper les besoins des syndicats, renforcer l'équipe de formateur·rices et étoffer l'offre de formations proposées. Chaque année, un plan de formation est diffusé, recensant l'ensemble des stages organisés sur notre territoire pour l'année suivante. Le collectif en assure ensuite le suivi, veille à la bonne organisation des stages et accompagne les équipes pédagogiques.

Une réflexion spécifique est également menée sur les formations destinées aux élu·es des CSE et des CSSCT afin d'en améliorer le contenu et favoriser la participation.

Pour la CGT, la formation syndicale est un droit et un outil essentiel. Elle permet aux syndiqué·es de s'investir davantage dans la vie de leur syndicat et aux élu·es de renforcer leurs compétences pour défendre plus efficacement les salarié·es.



Faire de la formation syndicale une priorité, c'est contribuer au renforcement de la CGT.

Le responsable à la formation départemental :
Jean-Charles PAYET

ÉCHOS DES LUTTES ÉCHOS DES LUTTES ÉCHOS DE

LE 10 JUIN, LA LUTTE A PAYÉ !

Des premières avancées

La grève du 10 juin aura démontré la capacité des cheminotes et cheminots à se mobiliser. Dans le Groupe public unifié SNCF et ses filiales, la mobilisation a été forte. Chez Hexafret, elle a été plus difficile à construire : un véritable travail de relance et d'organisation reste à mener dans le département.

Après seulement une journée de mobilisation, de premières avancées, certes maigres, ont été obtenues. La direction a notamment annoncé 100 € supplémentaires par an sur la prime de vacances, ainsi qu'une nouvelle NAO si l'inflation ne redescend pas.

Cette prime rappelle que nos acquis sont le fruit de nos luttes : en 1971, la mobilisation avait permis d'obtenir cette gratification après plusieurs jours de grève.

Mais 100 € par an, ce n'est pas le compte. La CGT des cheminot·es estime à 12 % le retard accumulé sur le pouvoir d'achat.

Ces premières avancées ne sont donc qu'un point d'appui. Elles montrent qu'après une seule journée de mobilisation, la direction a déjà dû lâcher quelque chose.

La prochaine échéance sera celle des élections professionnelles du Groupe public unifié SNCF, du 19 au 26 novembre.

Le 10 juin n'a pas tout réglé, loin de là. Mais il démontre une chose : la mobilisation paie. À nous maintenant de construire le rapport de force pour aller chercher ce qui nous est dû !

Le secrétaire général de la CGT des cheminot·es de Woippy: Romuald Ternisien

LE 29 SEPTEMBRE : GRÈVE ET MANIFESTATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE

 # Le 29 septembre, on ne lâche rien !

Point d'indice gelé depuis juillet 2023, perte de 25 à 30% de pouvoir d'achat depuis 2000 : 862 000 agent·es publics touchent désormais moins que le SMIC, un chiffre qui a doublé en un an. Le gouvernement, lui, répond par de vagues mesures pour une minorité d'agent·es, et prépare de nouvelles coupes budgétaires pour 2026-2027, tout en maintenant cadeaux fiscaux et hausse des dépenses militaires. Un choix politique assumé, qu'il faut lui renvoyer collectivement.

Fait suffisamment rare pour être souligné : CGT, FO, FSU, UNSA, CFDT, Solidaires, CFE-CGC et FA/FP appellent ensemble à la mobilisation le 29 septembre. Quand des organisations si différentes se retrouvent sur le même mot d'ordre, le gouvernement ne pourra pas balayer ça d'un revers de main.

Nos revendications : +10% du point d'indice et son indexation sur l'inflation, 400€ immédiats pour tou·tes, rattrapage des pertes, intégration des primes dans l'indiciaire, égalité salariale femmes/hommes, abrogation du jour de carence, congés maladie à 100%, retraite à 60 ans et 32h, recrutements à la hauteur des besoins et arrêt des réorganisations qui épuisent les collectifs.

Se mobiliser, ce n'est pas défendre un privilège : c'est refuser que la Fonction publique paie seule la facture d'un budget qui a fait d'autres choix.

Rassemblement en Moselle :

14H00, DEVANT LA GARE À METZ

Toutes et tous mobilisé·es le 29

Le secrétaire général adjoint de la CGT Moselle : Jean-Baptiste DELGENES

L'INDUSTRIE, LE POUMON DU DÉPARTEMENT

La CGT depuis des années met en lumière l'inquiétante question de la désindustrialisation du département et plus largement de la France.

La part de l'industrie dans le PIB français a diminué de moitié en 30 ans passant de 20 % à 10 % aujourd'hui et en impactant significativement nos territoires. Les filières historiques de la sidérurgie et de automobile continuent de perdre des centaines d'emplois par des fermetures d'usine (Novasco Hagondange ex Ascométal, Mahle Behr Hambach, Allgaier Faulquemont…) ou par le non remplacement des départs comme chez PSA Borny ou Tremery).

Le cliché de la vieille industrie que serait la sidérurgie doit s'effacer devant la modernisation indispensable de nos usines au regard de l'urgence environnementale et de l'obligation de baisse des émissions de C02 : il nous faut retrouver une capacité de production d'acier moins carboné par la filière électrique en Moselle. Fermer Novasco l'année dernière reste un scandale d'état, industriel et financier !

Devant opiniâtreté de la CGT sur la question industrielle, la région Grand-Est a organisé le 11 juin dernier à Metz une séance plénière sur l'industriel.

La CGT s'est donc mobilisée avec plusieurs centaines de salarié·es pour porter ses propositions :

- Projet de loi pour responsabiliser les donneurs d'ordre vis a vis de leur sous traitant
- Nationalisation des secteurs stratégiques comme celui de la sidérurgie
- Produire en France un petit véhicule électrique accessible en prix

Le 5 novembre sera une nouvelle journée de mobilisation nationale dans les grandes régions et nous serons à Mulhouse pour porter à nouveau nos propositions. La lutte continue !

Pour l'USTM (UNION SYNDICALE TRAVAILLEURS METALLURGIE) :
Christophe JACQUEMIN

BRAVO LES PEP LOR'EST!!

Notre syndicat CGT des Pep Lor'Est a pris l'initiative d'une nouvelle mobilisation ce mardi 30 juin à l'occasion d'une audience du tribunal du commerce statuant sur le redressement judicaire.

70 miltant·es de la CGT mais également des représentant·es des familles ont répondu à cet appel.

Durant l'audience, les manifestant·es sont parti·es en cortège en direction de la préfecture où une délégation a été reçue par les services de la préfecture, accompagnés des représentant·es de l'ARS et du ministère de l'Éducation nationale.

La CGT a formulé ses exigences : une intervention des pouvoirs publics pour faire toute la lumière de l'origine des difficultés.

Une transparence des offres de reprises et la limitation des pouvoirs de la direction actuelle pour limiter ses capacités de nuisances.

La continuité de l'activité est indispensable pour cette association qui assure des missions de services publics de soins et de santé mentale.

Cette nouvelle mobilisation a été une réussite et bonne nouvelle supplémentaire. Les usagers s'y associent en signant une pétition de soutien ! Plus mille signatures en quelques jours.

Pour la santé Action-Sociale:
Jacques Maréchal

LA MINUTE CULTURE...

Présentation générale de Coco-Cherry

Pouvez-vous nous présenter Coco-Cherry : quand et pourquoi cette maison d'édition est-elle née ?

La maison est née en 2023, à l'occasion de la sortie de On lâche rien. Adrien était (et est toujours) directeur d'une maison d'édition de jeux de société grand public (Letheia). On voulait faire des jeux engagés, mettre du politique dans le jeu de société. On a trouvé qu'une maison avec une ligne éditoriale affichée sans ambiguïté était la meilleure option.

Qui sont les personnes derrière Coco-Cherry ? D'où venez-vous ?

Adrien & moi sommes 2 ingénieurs de formation. Nous nous sommes rencontrés chez un opérateur coloré. Adrien commençait sa carrière professionnelle et moi, j'avais déjà une longue carrière notamment dans l'informatique. Les postes que nous occupions ne nous satisfaisaient pas. Nous avons vite eu envie de faire quelque chose ensemble et, pourquoi pas, quelque chose avec un impact politique, sociétal.

Pourquoi avoir choisi le jeu de société comme médium plutôt qu'un autre (livre, vidéo, formation...) ?

Le jeu parce que c'est un univers qu'on connaissait bien, on était nous-mêmes créateurs de jeux depuis notre enfance, et que et c'est un univers très conservateur, qu'on pourrait secouer un peu.

Une maison d'édition pas comme les autres

Coco-Cherry se définit comme une maison d'édition de jeux à visée sociale : qu'est-ce que cela signifie concrètement pour vous ?

Nous ambitionnons de changer le monde avec les jeux, d'apporter notre pierre à l'édifice de l'émancipation humaine. On reste modestes, on sait que l'impact n'est pas majeur mais c'est notre façon d'agir politiquement.

En quoi votre manière de fonctionner diffère-t-elle de celle de l'édition de jeux plus « classique » ?

Nous ne sommes que deux, nous sommes donc une toute petite structure, et nous partageons tout ! Nous sommes suffisamment différents l'un et l'autre pour que ces différences produisent du mieux, du nouveau, de l'inattendu.

Les jeux : thèmes, objectifs et publics

Quels types de thématiques abordent vos jeux (travail, discriminations, rapports de pouvoir, écologie, féminisme, etc.) ?

Toutes les luttes sociales et d'émancipation sont notre matière première ! Pour l'heure, voilà les sujets que nous avons abordé : droit de manifester contre violences policières (On lâche rien !), surveillance de masse contre libertés (Rien à cacher), parcours de migration (Cartaventura : Exils).

Comment choisissez-vous les sujets que vous traitez dans vos jeux ?

L'actualité pour une bonne part, notre propre sensibilité individuelle, des rencontres et des besoins exprimés par nos partenaires, mais aussi des sujets qui sont peu voire pas du tout traités par le jeu.

À quels publics s'adressent vos jeux : grand public, militant·es, syndicats, associations, établissements scolaires... ?

Grand public avant tout ! Notre objectif est de sensibiliser les individus aux sujets abordés par nos jeux.

Peut-on utiliser vos jeux comme outils de débat, de formation ou d'éducation populaire ?

Oui, bien sûr ! Nous essayons toujours dans nos jeux d'apporter des éléments de discussion et de débat. Ainsi, dans «On lâche rien», on trouve un livret sous la forme de lexique, qui donne des clefs de compréhension sur les politique de maintien de l'ordre en France ; dans «Rien à cacher», c'est un livret qui parle de la surveillance et de ses dangers sur les libertés.

Nous disons souvent que si le jeu engendre une discussion entre les joueurs et les joueuses, alors nous avons réussi.

Le jeu comme outil d'émancipation

En quoi le jeu peut-il être, selon vous, un outil politique et social ?

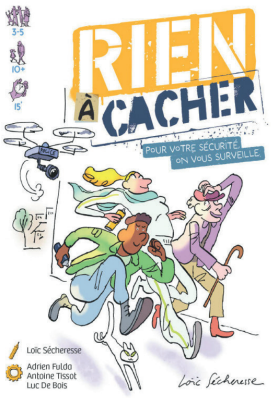
Le jeu est un excellent passeur d'idées, pour autant qu'il reste d'abord un jeu.

C'est parce que nous ressentons des émotions intenses durant une partie, que nous avons plaisir à ressortir une boîte de jeu, que nous l'offrons à nos proches, que les idées se nourrissent et se diffusent. Par ailleurs, nos jeux peuvent illustrer par leur mécanique ludique, les sujets dont on parle : on tape sur des manifestants dans «On lâche rien»

(qui traite des violences policières).
Avez-vous des retours d'expériences de personnes, de collectifs ou d'organisations qui utilisent vos jeux dans un cadre militant ou éducatif ?
La LDH (Ligue des droits de l'Homme) est partenaire de nos 3 premiers jeux. Nous avons travaillé avec les Ceméa sur «Rien à cacher». Certains acteurs partenaires, spécialistes de ludopédagogie, utilisent nos jeux dans le cadre de formation et de sensibilisation, notamment à destination des travailleurs sociaux. Enfin, notre prochain jeu sur les conquêtes sociales est réalisé en partenariat avec l'IHS CGT et on espère bien qu'il sera utilisé comme outil de formation à destination des camarades délégué·es !

Économie, indépendance et conditions de travail
Comment Coco-Cherry se finance-t-elle et garantit-elle son indépendance ?
Nos jeux sont distribués en boutiques de jeux, en librairies, à travers les réseaux de militants (notamment de la LDH), le réseau de partenaires, sur notre site web, dans les festivals auxquels nous participons (Fêtes de l'Huma, Solidays, Utopiales, divers festivals de jeux). La somme cumulée des ventes permet de financer la totalité des coûts (fabrication, communication, festivals, fonctionnement)... sauf nos salaires qui sont eux payés par nos activités auprès des entreprises (formation, accompagnement de collectifs, jeux sur mesure). Notre ambition est de rendre l'activité d'édition de jeux engagés autoporteuse d'ici 2 ou 3 ans et de nous permettre, pourquoi pas, de recruter une ou deux personnes pour augmenter notre capacité d'action.

Quelle attention portez-vous aux conditions de travail (des auteur·ices, illustrateur·ices, imprimeurs, partenaires...) ?
Nous sommes extrêmement sensibles aux professions que nous côtoyons qui sont souvent constituées en sociétés unipersonnelles. Nous rémunérons auteurs & autrices en droit d'auteur, illustrateurs & illustratrices également si nous le pouvons (ce qui n'est pas la norme dans l'univers du jeu de société). Nous reversons une partie des bénéfices à nos partenaires. Pour ce qui est des imprimeurs, nous avons fait le choix d'imprimer en Europe. Pour l'heure, les conditions d'impression de jeux de société en France ne sont pas optimales car il n'existe pas (plus) d'acteur intégré qui sait tout faire (cartes, livret, boîte, etc.). Notre choix s'est porté vers un acteur historique en Pologne, créé juste après la guerre, qui est ISO 9001, ISO 14001 (environnement), label FSC (gestion responsable des forêts) et SMETA (pratiques éthiques dans toute la chaîne d'approvisionnement jusqu'aux employé·es).



Liens avec le monde syndical et associatif
Travaillez-vous déjà avec des syndicats, des associations ou des collectifs militants ?
Nos partenariats passés ou en cours : LDH (Ligue des droits de l'Homme), ACAT-France, Le Mouton Numérique,

L'Observatoire des prisons, l'IHS CGT. Au gré des projets, nous avons tissés de nombreux liens avec d'autres acteurs, diverses fédérations de la CGT, bien sûr, mais aussi la Cimade, SOS Méditerranée, Médecin du Monde, La Quadrature du net. Et d'autres partenariats sont à venir !
Selon vous, quelle place la culture et le jeu peuvent-ils prendre dans les luttes sociales aujourd'hui ?
Merci de placer le jeu dans la culture, c'est exactement la place que nous pensons qu'il a ! Et même si aujourd'hui, c'est une petite partie de la population qui est proche de cette culture, la part ne cesse de grandir dans le monde et en particulier en France. Donc oui, le jeu, c'est (une partie de) la culture, et la culture est un formidable levier d'émancipation !

Et pour la suite...
Quels sont vos projets à venir ?
Nous préparons un jeu sur les conquêtes sociales (avec l'IHS CGT) et un jeu sur l'évasion fiscale (on espère avec Attac).
Un jeu ou un thème que vous rêveriez de développer demain ?
Nous avons dans les cartons des jeux sur les politiques carcérales, sur l'indépendance de la presse, sur l'accès aux ressources en eau, et bien d'autres encore !

Entretien réalisé par Jean-Baptiste DELGENES avec le co-dirigeant de Coco Cherry, Luc DE BOIS.

Vous pouvez trouver tous les jeux :
- **en boutique de jeux,**
- **en librairie,**
- **sur notre site**
- **www.coco-cherry.com**

Votre organisation syndicale nous fait confiance, pourquoi pas vous ?

La Macif vous propose des solutions pour vous et votre famille : auto, habitation, santé, crédit...

Et aussi des solutions adaptées au monde de l'entreprise et des associations.

→ **Pour plus d'informations : macif.fr**

MACIF

La Macif, c'est vous.

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

MUTUALITÉ MEMBRE DE LA FRANÇAISE **Les contrats santé** distribués par la Macif sont assurés par une mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française.

Les crédits à la consommation distribués par la MACIF sont des produits SOCRAM BANQUE, Société anonyme. Capital 70 000 000 €. RCS NIORT 682 014 865. Siège social : 2 rue du 24 février CS90000 79092 NIORT cedex 9. Mandataire d'assurance n° ORIAS 08044968 (www.orias.fr).

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort. **Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement pour le compte de Socram Banque. N° Orias 13005670 (www.orias.fr)**